

La Pologne, davantage qu'une terre de bas salaires

UNION EUROPÉENNE D'Umicore à Vandemoortele, le pays de l'Est continue à attirer nos entreprises

VARSOVIE

DE NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE

Les petits pains au chocolat, c'est typiquement polonais, vraiment ? », interroge-t-on devant les pâtisseries qui défilent par centaines devant nos yeux.

« Haha, non. Il y a quinze ans, on ne connaissait même pas », répond un des responsables de production.

A l'heure, on en produit pourtant 46.000 dans l'usine Vandemoortele de Kutno, située à quelques dizaines de kilomètres de Varsovie, capitale d'un pays en boom économique depuis une décennie.

Le groupe belge - spécialisé, entre autres, dans la boulangerie et la pâtisserie industrielle - y a installé sa seconde usine dans le pays en 2016. Ceci expliquant notre interrogation : les Polonais ne sont pas « si friands que ça » de pâtisserie « à la française »... 75 % des couques produites quotidiennement à Kutno s'en vont un peu partout en Europe, dont en Belgique.

Si Vandemoortele a choisi la Pologne pour y installer une deuxième usine en 2016, ce n'est bien sûr pas un hasard. Umicore, ING, Ter Beke, La Lorraine ou encore Callebaut ont tous délocalisé ou développé leurs activités dans le pays de l'Est ces dernières années. Avec succès et pas uniquement parce que les salaires y sont encore très bon marché.

Les salaires, pour longtemps

Le sujet est bien évidemment délicat : des emplois qui s'en vont ou sont créés en Pologne, ce sont des jobs existants ou potentiels en moins chez nous. Alors quand on a demandé aux entreprises citées plus haut si leur déménagement ou aménagement dans le pays de l'Est était motivé par des coûts salariaux au rabais, elles ont toutes soigneusement évité de répondre à la question.

A Kutno, les responsables locaux de Vandemoortele s'embar-

assent moins. « Oui, bien sûr que les salaires ici pèsent dans la balance. Il est bien évidemment moins cher d'engager des travailleurs et ils sont plus flexibles », assume Ronny Vereecke, longtemps employé en Flandre par le groupe et envoyé ici pour s'assurer du bon démarrage des activités. Un travailleur polonais, non qualifié, payé au salaire minimum, gagnera 489 euros par mois. Soit plus de trois fois moins que ce qu'impose la législation belge !

« Il ne faut pas rêver non plus, on paie généralement bien plus que le minimum légal. Il y a trop de compétitions entre entreprises

plutôt qu'on s'aligne sur les pratiques locales », poursuit le directeur en pointant du doigt les tonnes de margarine « bien de chez nous », de farine « polonaise car meilleur marché » et ainsi de suite lors de la visite des entrepôts. Soit en moyenne 1.000 euros brut par mois, pour 3.000 chez nous...

Autre avantage non négligeable pour le patron : le Polonais travaille plus (1.895 heures à l'année pour 1.546 en moyenne chez nous) et est moins protégé socialement donc plus flexible. Des « qualités » qui compensent largement une toute neuve surenchère salariale. Et restons pragmatiques : si les rémunérations augmentent très vite (6 % de hausse à l'année environ), l'écart à ce niveau entre l'Est et l'Ouest mettra encore des années à être comblé.

Au centre de l'Europe

« Si les bas salaires étaient le seul avantage concurrentiel, alors nos entreprises choisiraient des pays encore meilleur marché, comme la Bulgarie », assure en souriant Nicolas Neve, responsable de Hub Brussels en Pologne, l'agence à l'exportation de la Région, qui nous reçoit dans les quartiers chics de Varsovie, à l'ambassade de Bel-

gique. « Regardez plutôt autour de vous. »

Dans la capitale, les buildings brandés au nom de grandes compagnies internationales s'enfilent, entre malls à l'américaine flambant neufs et enseignes spécialisées dans le café à emporter. La Pologne, c'est en effet d'abord un énorme marché intérieur aux promesses bien réelles : 38 millions de consommateurs avec un pouvoir d'achat en croissance (notons que les disparités à ce niveau sont cependant très marquées).

Constat auquel il faut ajouter une position géographique idéale, passerelle entre l'Est et l'Ouest. A Kutno, Vandemoortele peut donc satisfaire la demande locale en petits pains en chocolat tout en expédiant sa marchandise ailleurs très facilement. « Nous sommes à 400 km de Berlin et à 600 de Vienne », fait remarquer Ronny Vereecke. Facilement, parce que le pays a investi massivement ces dix dernières années dans ses infrastructures, profitant des fonds européens et en faisant appel aux privés. « Je suis en Pologne depuis deux décennies. Avant quand on venait en voiture, c'était le parcours du combattant. Aujourd'hui le réseau autoroutier (largement payant, NDLR) est de bien meilleure qualité qu'en Belgique ! », glisse encore Nicolas Neve.

Mais la Pologne n'est pas qu'un eldorado pour la production industrielle et les travailleurs non qualifiés. A Varsovie, ils sont tous là : « big four », grandes banques européennes, géants de la tech et groupes télécoms. « L'immobilier commence à monter, mais l'expertise est là, particulièrement dans tout ce qui touche à l'offshoring. S'il y a un gagnant du Brexit, c'est ce pays », explique un investisseur installé depuis longtemps à Warsaw.

Secteur IT, bien sûr, call center, département back-office... la demande est telle qu'il manque déjà 14.000 informaticiens dans

le pays. « Avant, les entreprises délocalisaient leur service IT en Inde. Elles s'installent désormais en Pologne. Culturellement et géographiquement, le pays est bien plus proche. Cela vaut le coup de payer un peu plus cher pour un service de qualité », constate Wim Van Kerckhove, spécialiste du recrutement et fondateur de l'agence belge Cross International, très active en Pologne.

Etudiants formés sur mesure (le pays compte 350 universités privées), apprentissage de l'anglais généralisé et encore une fois une législation du travail à l'avantage du patron... Entre la City et Warsaw, beaucoup ont fait leur choix.

Bonne élève

Bon élève « économique » de la classe européenne – unique pays à être passé ces dix dernières années dans la catégorie « économie développée » des agences de notation –, la Pologne est donc une économie extrêmement ouverte. Son PIB est désormais constitué de 40 % de capitaux étrangers. Conséquence d'une volonté politique aussi : les incitants mis en place pour attirer ces capitaux sont nombreux et les nouveaux venus sont accueillis « chaleureusement ».

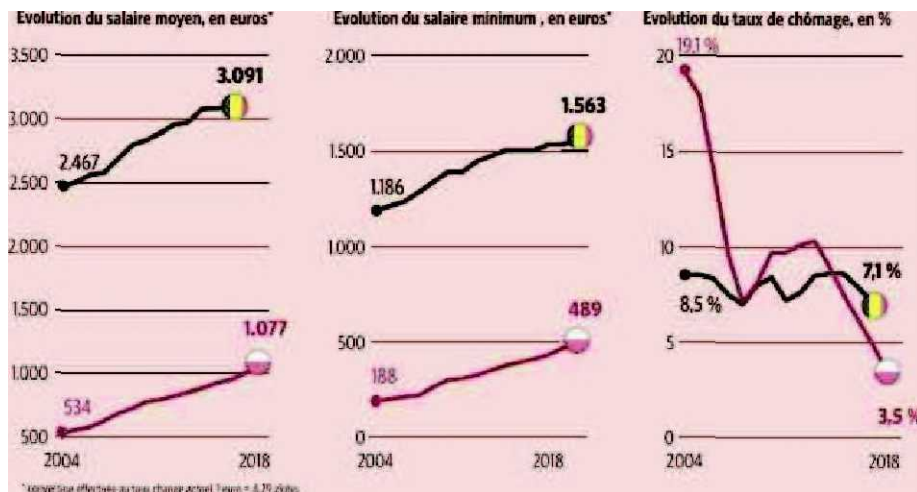
Il aura fallu dix mois à Vandemoortele entre la prise de décision et la pause de la première de son usine à Kutno. « Vous savez combien de temps cela au-

rait pris en Belgique ? Les matériaux et la construction sont par ailleurs moins onéreux. Les autorités locales sont très facilitatrices », assure encore son directeur.

Umicore, qui installera bientôt une usine de pointe à Nysa (sud-ouest), créera du même coup 400 emplois locaux et avait défrayé la chronique au nord du pays en annonçant cette installation, confirme « le bon vouloir des autorités ». Sans souhaiter détailler les aides perçues. On nous confirme pourtant que l'entreprise bénéficiera d'avantages fiscaux particulièrement conséquents sur son plus d'un demi-milliard d'euros d'investissement. « Dans le respect des règles européennes », cependant. Le pragmatisme, ça paie. ■

AMANDINE CLOOT





migration « Des Indiens dans la ville »

La Pologne est une économie ouverte aux capitaux extérieurs. Mais jusqu'à présent, elle était paradoxalement (le dernier et l'actuel gouvernement en place n'y sont pas pour rien) peu encline à la mixité : pas question, et par ailleurs pas de réelle nécessité, de faire appel à une main-d'œuvre étrangère pour subvenir à ses besoins.

D'où l'arrêt sur image suite au constat étrange fait par plusieurs interlocuteurs rencontrés à Varsovie : « Vous voyez, les livreurs à vélo d'Uber (Eats, NDLR) ? Ce sont tous des Indiens ici. On vous le fait remarquer parce que c'est un phénomène tout à fait nouveau. » Une balade à pied dans la capitale plus tard, l'affirmation est vérifiée.

Populations originaires d'Inde, de Chine et surtout d'Ukraine (1,7 million de permis de travail provisoires ont été accordés à cette dernière population en 2017) débarquent désormais surtout dans les grandes villes comme Varsovie. Pour faire des petits boulots, de la « nanny » à domicile au coursier à vélo ou, tout simplement, pour répondre à une forte demande dans la production industrielle.

La chute du taux de chômage

A son entrée dans l'Union européenne en 2004, le taux de chômage en Pologne était de 19,1 %. Aujourd'hui, il est descendu à 3,5 % en moyenne. Trahissez : il n'y a presque plus per-

sonne de disponible pour répondre, d'un côté, aux nouveaux besoins d'une population urbaine qui voit son pouvoir d'achat augmenter chaque année et, de l'autre, à ceux d'entreprises étrangères toujours plus nombreuses à venir s'installer en Pologne (les capitaux étrangers pèsent environ 40 % du PIB polonais).

« Il y a diverses explications à ce taux d'emploi parfait », explique Laurence Martaux, responsable sur place de l'Awex, agence wallonne à l'exportation et aux investissements étrangers. Certaines sont moins évidentes que d'autres. C'est le cas d'une politique publique mise en place par le parti nationaliste et conservateur, Droit et Justice,

peu après son arrivée au pouvoir : l'octroi d'allocations familiales conséquentes. « Jusqu'à présent, à l'époque du communisme également, les femmes en Pologne ont toujours travaillé. Aujourd'hui, elles restent de plus en plus à la maison. » Explications ? A partir du deuxième enfant sont accordés environ 118 euros mensuels par nouveau-né. Soit très rapidement de quoi palier un salaire polonais de base. Une manière controversée aussi de répondre à un sérieux problème démographique...

Des salaires intéressants

Autre constat : si une partie de la force de travail masculine non qualifiée a longtemps migré vers

l'Europe de l'Ouest à la recherche de meilleures conditions de vie, aujourd'hui ces hommes ont tendance à revenir et ceux en âge de partir à leur tour, à rester. « La Pologne offre désormais des salaires intéressants (sachez que l'impôt sur le revenu y est bien moins élevé que chez nous, NDLR) au regard du coût de la vie sur place qui restent très bas. Toutes les entreprises internationales sont là, il n'y a donc presque plus de raisons de partir », poursuit Laurence Martaux.

En Pologne, le taux de chômage a donc baissé bien plus vite qu'ailleurs pour déboucher sur un problème inédit dans le pays : main-d'œuvre pas, peu et très qualifiée commencent à manquer. « Cela ne m'étonnerait pas qu'Umicore rencontre des soucis à recruter. Le problème se pose un peu partout », constate Nicolas Neve, en charge des relations pour Hub Brussels à Varsovie, agence à l'exportation de la Région.

Dans les usines locales de Volvo, entre autres, on emploie désormais... des travailleurs brésiliens ! Wim Van Kerckhove, spécialiste du recrutement chez Cross International, actif en Pologne explique « ne plus chercher sur le marché intérieur polonais de hauts profils pour ses clients belges », préférant prospecter « en Roumanie, Bulgarie et également au Brésil ». Vous avez dit mondialisé, le marché du travail ? ■

A.C.